

## 605800-2026 - Licitación

**Francia – Bandejas de comida preparada – Fourniture de plats cuisinés individuels surgelés**  
**OJ S 169/2026 02/09/2026**  
**Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal**  
**Suministros**

### 1. Comprador

---

#### 1.1. Comprador

Denominación oficial: Assistance Publique Hôpitaux de Paris, Achats Centraux Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Correo electrónico: [secretariat.hotelier-restauration.aca@aphp.fr](mailto:secretariat.hotelier-restauration.aca@aphp.fr)

Naturaleza jurídica del comprador: Organismo de Derecho público

Actividad del poder adjudicador: Salud

### 2. Procedimiento

---

#### 2.1. Procedimiento

Título: Fourniture de plats cuisinés individuels surgelés

Descripción: Fourniture de plats cuisinés individuels surgelés

Identificador del procedimiento: 4be239b4-1eb6-43ed-8a24-0a7423fe9a2d

Identificador interno: 27-006

Tipo de procedimiento: Abierto

El procedimiento está acelerado: no

##### 2.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Suministros

Clasificación principal (cpv): 15894300 Bandejas de comida preparada

##### 2.1.2. Lugar de ejecución

País: Francia

En cualquier parte de un país dado

Información complementaria: Pour ce lot unique, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur le montant minimum représenté par 50 % du montant valorisé au niveau de l'offre du titulaire sur la durée totale 'du marché. Le titulaire s'engage sur le montant maximum représenté par 120% du montant valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché. Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la Commande Publique./Avances : Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement. Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique. L'avance est versée et remboursée

selon les dispositions du code de la commande publique./5. Dépôt d'échantillons : Les échantillons (obligatoires pour ce lot unique) doivent porter obligatoirement le numéro et l'intitulé de la consultation et être déposés à : ACHAT CHU de Bicêtre – Cuisine ACHAT Porte 34 - Bâtiment François LEURET 78, Rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE A l'attention de : Madame DOUILLARD Sandra Le 05/10/2026 de 8h00 à 13h00. En cas d'échantillonnage incomplet lors du dépôt initial des échantillons, une demi-journée de rattrapage est organisée le lendemain donc le 06/10/2026 de 09h00 à 12h00 pour compléter l'échantillonnage. Le candidat pourra compléter l'échantillonnage des produits manquants dans les conditions fixées au RC : limité à 4 produits. En aucun cas la demi-journée de « rattrapage » ne doit servir à livrer la totalité des échantillons. L'échantillonnage de rattrapage doit être déposé à : ACHAT Porte 75 Bâtiment Portail des Champs 78, Rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE A l'attention de Madame DOUILLARD Sandra. Les candidats ne peuvent récupérer leurs produits. En aucun cas, les échantillons fournis ne font l'objet d'une indemnisation. Toute remise d'échantillon au-delà de cette date et heure limites implique obligatoirement l'élimination du candidat.

#### **2.1.4. Información general**

Información complementaria: La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français. Conformément à l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française. 3,2 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures : Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes : 3.2,1 Situation juridique • Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants, • Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement, • Attestation Russie : Déclaration sur l'honneur sur la situation du candidat vis à vis de la Russie, • Attestation fiscale : L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n-1 par le comptable public ou équivalent, • Déclaration sur l'honneur : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique 3.2,2 Capacité technique et professionnelle • Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique. • Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels, • Déclaration de bilan : bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (article R. 2143-11 et R. 2343-11 du code de la commande publique), • Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière. Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre par un engagement écrit de l'intervenant. En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue. Les entreprises

nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles. Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire. Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis à l'exclusion des dénominations abrégées et commerciales. Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels. En cas de non présentation dans le dossier de candidatures, ces documents doivent être fournis dans les délais impartis par le RPA et indiqués dans la demande de complément de candidature. Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais : - D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation, - D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3. Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

**Base jurídica:**

Directiva 2014/24/UE

Sans objet

Legislación transfronteriza aplicable: Sans objet

**2.1.6. Motivos de exclusión**

Fuentes de los motivos de exclusión: Documento de contratación

## 5. Lote

---

**5.1. Lote: LOT-0001**

Título: Fourniture de plats cuisinés individuels surgelés

Descripción: Fourniture de plats cuisinés individuels surgelés ( 1 310 270 barquettes)

Identificador interno: 27-006

**5.1.1. Finalidad**

Naturaleza del contrato: Suministros

**5.1.2. Lugar de ejecución**

País: Francia

En cualquier parte de un país dado

**5.1.3. Duración estimada**

Duración: 48 Meses

**5.1.6. Información general**

**Participación reservada:**

La participación no está reservada.

La participación no está reservada.

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

**5.1.9. Criterios de selección**

Fuentes de los criterios de selección: Documento de contratación

**5.1.10. Criterios de adjudicación**

**Criterio:**

Tipo: Precio

Nombre: Critère 1 : PRIX pondéré à 50%

Descripción: • Sous-critère A : BPU (90%) • Sous critère B : Remise de fin d'année (10%)

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (porcentaje, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 50

**Criterio:**

Tipo: Calidad

Nombre: Critère n°2 : Qualité technique et nutritionnelle de l'offre : 40%

Descripción: a) Qualité des échantillons : 50% b) Qualité de l'offre technique : 50%

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (porcentaje, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 40

**Criterio:**

Tipo: Calidad

Nombre: Critère n°3 : Qualité durable de l'offre : 10%

Descripción: a) Origine et transparence des approvisionnements : 50%. b) Logistique durable : 25% c) Conditionnement : 25%

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (porcentaje, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 10

**5.1.11. Pliegos de contratación**

Plazo para solicitar información complementaria: 28/09/2026 16:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Dirección de los pliegos de contratación: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3055704?orgAcronyme=x7c>

**5.1.12. Condiciones de la contratación pública**

**Condiciones de presentación:**

Presentación electrónica: Permitida

Dirección para la presentación: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3055704?orgAcronyme=x7c>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: Permitida

Variantes: No autorizada

Plazo de recepción de ofertas: 06/10/2026 16:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Duración durante la cual la oferta debe permanecer válida: 6 Meses

**Condiciones del contrato:**

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Facturación electrónica: Permitida

Se utilizarán pedidos electrónicos: sí

Se utilizará el pago electrónico: sí

**5.1.15. Técnicas**

**Acuerdo marco:**

Acuerdo marco con convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 999

**Información sobre el sistema dinámico de adquisición:**

Ningún sistema dinámico de adquisición

**5.1.16. Información adicional, mediación y recurso**

Organización encargada de los procedimientos de recurso: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Información sobre los plazos de revisión: Cette consultation peut faire l'objet : - d'un référé précontractuel : avant la conclusion du marché et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 à L551-12 du code de justice administrative ; - d'un référé contractuel : dans les conditions définies aux articles L551-13 et L.551-23 et suivants du Code de Justice Administrative ; - d'un recours de plein contentieux : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché public. Auprès du Tribunal Administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75 181 Paris Cedex 04. Courrier électronique : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr) Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46 Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT - Achats Centraux, Hôtelières, Alimentaires et Technologiques Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché : e-mail : [mediation.interne.aca@aphp.fr](mailto:mediation.interne.aca@aphp.fr).

## 8. Organizaciones

---

**8.1. ORG-0001**

Denominación oficial: Assistance Publique Hôpitaux de Paris, Achats Centraux Hôtelières, Alimentaires et Technologiques

Número de registro: 26750045201928

Dirección postal: 78 Rue du Général Leclerc, Le Kremlin-Bicêtre, France

Localidad: Le kremlin bicêtre

Código postal: 94270

Subdivisión del país (NUTS): Val-de-Marne (FR107)

País: Francia

Punto de contacto: Secrétariat de direction

Correo electrónico: [secretariat.hotelier-restauration.aca@aphp.fr](mailto:secretariat.hotelier-restauration.aca@aphp.fr)

Teléfono: 01 53 14 69 60

Perfil de comprador: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

**Funciones de esta organización:**

Comprador

**8.1. ORG-0002**

Denominación oficial: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Número de registro: 17750005500013

Localidad: Paris

Código postal: 75181

Subdivisión del país (NUTS): Val-de-Marne (FR107)

País: Francia

Punto de contacto: GREFFIER

Teléfono: 01 44 59 44 00

**Funciones de esta organización:**

Organización encargada de los procedimientos de recurso

## Información del anuncio

---

Identificador/versión del anuncio: 09c297fa-bcca-465a-bc6b-1cb448544c66 - 01

Tipo de formulario: Licitación

Tipo de anuncio: Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Subtipo de anuncio: 16

Fecha de envío del anuncio: 01/09/2026 12:06:24 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Lenguas en las que este anuncio está disponible oficialmente: francés

Número de publicación del anuncio: 605800-2026

Número de la edición del DO S: 169/2026

Fecha de publicación: 02/09/2026